

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

# La Commune

n° 118

Mensuel de l'organisation *La Commune - Pour un Parti des Travailleurs*  
membre du courant international *Mouvement socialiste des travailleurs (IVe Internationale)*

été 2017

2,50 €

## HALTE



## À LA CASSE SOCIALE GÉNÉRALISÉE !

**Le Parti socialiste est-il vraiment mort ?** lire p. 7

**Pour en finir avec les lois « travail »** lire p. 9

**La crise au Venezuela ?** lire p. 12

## Palestine

# « Nos chaînes seront brisées avant que nous le soyons » (Marwan Barghouti)

*Pendant 40 jours, des centaines de prisonniers palestiniens ont mené une grève de la faim. Malgré une politique de répression systématique envers les grévistes, ceux-ci ont tenu sans faillir leur lutte, poussant dans ses derniers retranchements le pouvoir israélien avant qu'il n'accepte sous la pression conjuguée des grévistes, du peuple palestinien et des soutiens internationaux, de s'asseoir autour d'une table avec les représentants des grévistes. L'unité sans faille des différents courants de la résistance palestinienne a également permis la victoire.*

### Une grève exemplaire

Le 17 Avril, fête des prisonniers palestiniens, 1500 prisonniers sur près de 6500 incarcérés dans les prisons sionistes ont lancé leur grève pour une série de revendications démocratiques liées à leurs conditions d'emprisonnement. Pendant 40 jours, les prisonniers palestiniens ont mené une des plus longues grèves dans les geôles israéliennes. Ces prisonniers entendaient donner l'alerte sur les conditions de détention des 6500 emprisonnés, enfants et femmes compris. Ces militants dénonçaient le système judiciaire israélien appliqué aux palestiniens des Territoires occupés. Depuis 1967, 850 000 d'entre eux (pour une population de 4,5 millions dans les Territoires) sont passés par les prisons sionistes. Le placement à l'isolement de certains prisonniers, leur transfert dans d'autres établissements ou la menace d'alimentation forcée n'ont pas dégrossi les rangs des militants grévistes. « Israël a tout fait pour casser la grève par la force » explique Majed Bamy, diplomate palestinien très impliqué dans le soutien aux prisonniers. « Constatant son échec, elle a été obligée de négocier avec le leader de la grève, Marwan Barghouti, et les représentants des grévistes et de répondre à leur demande de voir respecter leur dignité humaine. »

### Victoire de la grève de la faim

Au moment même où débute le mois de ramadan, les prisonniers palestiniens détenus en Israël ont accepté de mettre fin à leur grève de la faim. Un accord a été conclu entre l'administration pénitentiaire (en réalité le gouvernement israélien) et les représentants des prisonniers, avec la médiation du Comité International de la Croix Rouge. Les contacts entre les services de sécurité palestiniens et israéliens se sont multipliés pendant les deux dernières semaines de la grève. Dans un premier temps, le gouvernement sioniste refusait de traiter



Marwan Barghouti

directement avec des représentants des grévistes, en particulier avec Marwan Barghouti. Finalement après de longues tractations, le gouvernement israélien a fini par accepter le dialogue (première victoire du mouvement). Selon Kaddoura Farès, président du Club des prisonniers palestiniens, les sionistes ont fait transférer 13 membres du comité de grévistes, dont Marwan, vers la prison d'Ashkelon, afin d'entamer de véritables négociations. Issa Qaraq, directeur de la Commission des affaires des prisonniers palestiniens, annonce le dimanche 28 Mai, que 80 % des demandes des prisonniers ont été obtenues suite à la grève. Les améliorations les plus importantes portent surtout sur la question des visites familiales et des conditions de vie : l'accès à plus de membres de la famille (les grands-parents et les petits-enfants) ; l'amélioration de la communication, en particulier pour les enfants emprisonnés, les femmes et leurs familles ; installation de téléphones publics dans les prisons. Les interdic-

tions de « sécurité » et les interdictions fréquentes de visite familiale imposées par l'administration pénitentiaire israélienne seront également allégées.

### La vigilance est de rigueur

Les négociateurs israéliens se sont engagés à étudier les revendications non réglées. Les prisonniers palestiniens ne sont pas des naïfs, ils savent pertinemment, pour l'avoir déjà vécu, que la parole du gouvernement israélien peut se révéler peu fiable. L'état sioniste est prévenu : Marwan Barghouti annonce clairement que si les accords ne sont pas tenus la grève reprendrait immédiatement. La menace n'est pas légère, la mobilisation du peuple palestinien en soutien aux grévistes de la faim avait pris une ampleur sans pareille ; des soutiens internationaux affluaient de centrales syndicales, de parlementaires, de prisonniers politiques irlandais, kurdes ou turcs, sans oublier la grève de la faim de Georges Ibrahim Abdallah dans sa prison de Lannemizan.

### Une grève unitaire

L'ensemble des dirigeants de Résistance Palestinienne se sont retrouvés dans la grève. Marwan Barghouti du Fatah, Ahmad Sa'adat du FPLP, Abbas Sayyed du Hamas, Hassan Salameh du Jihad islamique, Wadji Jawdat du FDLP, ainsi que les anciens grévistes de la faim Mohammed al-Qeeq et Samer Issawi. Cette dynamique unitaire ne manquera pas de marquer un tournant dans la lutte du peuple palestinien pour la reconnaissance de ses droits sur sa propre terre. Cette victoire sur l'État sioniste sera l'occasion de faire croître les revendications pour la liberté du peuple palestinien, mais aussi d'intensifier le soutien international contre la politique d'apartheid que mène le régime sioniste.

Francis Charpentier,  
27 juin 2017

## Éditorial

# « Groupons nous, et demain... »

### SOMMAIRE

Pages

• Palestine.....	2
• Editorial.....	3
• Chronique d'une chute de régime...	4
• Parti Socialiste.....	7
• Brut de salaires !.....	8
• Ordonnances.....	9
• CSG.....	10
• Front national.....	11
• Venezuela.....	12
• Syrie.....	13
• Théorie-formation.....	14
• Racisme-droits démocratiques.....	15

Le Régime de la V<sup>e</sup> république est ainsi fait qu'avec une poignée de voix, une clique peut prendre le pouvoir. 15% des électeurs inscrits suffisent. Avec ce « score », une Assemblée nationale peut devenir une Cour des miracles. Et cette Cour peut donner au gouvernement le droit d'ordonner la casse sociale généralisée. Mais, dans la vraie vie, il n'y a pas de miracles en politique et en « sociologie ». Sur ordonnance, le gouvernement Macron-Philippe et sa Cour « parlementaire » veulent imposer : la baisse générale des salaires, la fin des CDI, rendre possible les licenciements en cours de CDD, des horaires « flexibles » et « extensibles » qui nuisent à la santé, à la sécurité et à la vie de famille. La loi El Khomri et ce projet sont, en réalité, une bombe à retardement. En imposant cette « rénovation sociale » antisociale - un coup au moyen du 49-3, un coup au moyen des ordonnances - ceux qui nous gouvernent placent le pays tout entier sur une poudrière. Comme disait Fabius, alors ministre du Budget en 1984 lorsqu'il fut décidé de faire une saignée dans la sidérurgie : « ça passe ou ça casse ». Mais, il peut arriver aussi que « ça passe » puis « ça casse ».

Nous savons donc qui sont les vrais casseurs !

Par l'abstention de plus en plus massive, les ouvriers, les employés, les jeunes montrent clairement qu'ils comptent d'abord sur leurs propres forces. Personne ne nous représente, nous, les salariés, les chômeurs, les retraités, les jeunes. Le fait que France Insoumise prétende incarner « la résistance sociale » n'y change rien : avec 5% des électeurs inscrits, Mélenchon et sa suite en seront réduits aux effets de manche dans cette Cour des Miracles, où ils feront pâle figure de fous du roi pathétiques, « pétris de la religion de la république » (Mélenchon).

Ainsi va l'insoumission institutionnelle. Dans cette situation, nous avons plus que jamais besoin de syndicats libres et unis : Des syndicats qui revendiquent. Pas des « partenaires sociaux » du Pouvoir et du patronat. Des syndicats qui refusent de négocier la

régression sociale.

Des syndicats de la feuille de paie.

Des syndicats pour les salaires et les emplois.

Des syndicats qui prennent fait et cause pour : Code du travail, pas touche. Statuts des fonctionnaires, des cheminots, électriciens et gaziers : pas touche ! Conventions collectives, pas touche ! Nous voulons garder ce que l'on a, d'abord et avant tout !

Des syndicats qui refusent la mise à sac de la Sécu et la transformation des hôpitaux en marché de la Santé.

Groupons-nous et demain... Nous pourrions, par la force du nombre et par l'unité, inverser le cours des choses. Il est grand temps.

28 juin 2017

### ABONNEMENT

Nom, prénom : .....

.....

Adresse : .....

.....

Code postal, ville : .....

.....

Onze numéros : 26 €

Abonnement de soutien : 40 € ou plus

Chèques à l'ordre de : **ADIDO**

A retourner avec le présent bulletin (ou copie) à :

**ADIDO**

8, rue de la Forêt Noire  
34 080 MONTPELLIER

## La Commune

Pour un Parti des Travailleurs

### Un VRAI travail Un VRAI salaire

### ABOLITION DU TRAVAIL PRECAIRE

[www.lacommune.org](http://www.lacommune.org)

Le présent numéro de *La Commune* est le numéro d'été.

Le numéro 119 paraîtra en septembre prochain.

D'ici là vous pourrez retrouver de nouvelles publications sur notre site :

<http://www.lacommune.org>

## Chronique d'une chute de régime

# La société si vile est mal partie

**61% d'abstentions, votes blancs et nul. Voilà le verdict final des élections. Sans appel. Ceux qui feignent de ne pas voir finissent par ne plus voir. Nous ne démentirons pas Mélenchon sur ce point : ce sont des abstentions offensives. C'est la traduction, sur le terrain défoncé des élections, du front du refus, né de la mobilisation du Printemps 2016. C'est là que tout a déraillé, le jour même où la loi travail était adoptée au forceps du 49-3. La crise politique faisait rage dès avant ce printemps. Depuis lors, la V<sup>e</sup> république a complètement perdu la tête.**

Nous n'allons pas répéter tout ce qui se dit sur l'explosion du « paysage politique », en nous exclamant : « qui aurait imaginé que ? » « Qui aurait cru, il y a encore six mois que ? ». Et, pour cause : on ne sait jamais par avance comment les corps se décomposent et comment meurt un régime politique.

### Qui a été « défait » ?

C'est un éminent représentant du patronat (Eric Verhaeghe) qui, le 17 juin 2016, s'exclamait à propos de l'adoption de la loi El Khomri : « *c'est une immense défaite collective* » : défaite du gouvernement qui ne s'en releva pas et défaite des directions syndicales qui voulaient négocier des aménagements mais qui n'y sont parvenues, faute de « tenir leurs troupes ». Il était tentant d'en conclure également à une défaite des salariés, ce dont Verhaeghe s'est bien gardé. Pure illusion d'optique. Selon Verhaeghe lui-même, ce fut « un match nul » au sens où il ne suffit pas qu'une loi soit adoptée pour avoir force de vie. En effet, là encore : « les seules luttes que l'on perd sont celles que l'on abandonne ».

### Qui a décidé la « trêve » ?

Les salariés et les jeunes n'ont pas renoncé. Une trêve électorale s'est abattue sur eux « par en haut ». Ce n'est pas du tout la même chose. Dès septembre, Mailly et Martinez ont dit qu'il fallait trouver des moyens juridiques pour contrer l'application de la loi. Puis FO-Métallurgie a signé un accord de branche basé sur la loi travail. La vie étant bien faite, Mélenchon s'est appliqué à faire miroiter une abrogation de la loi travail par les élections, en noyant cette exigence dans un programme capitaliste aux accents « Keynésien » et « new-dealer ». Hamon a relayé l'exigence de l'abrogation de la



loi travail le temps d'une primaire, en la déposant comme cerise sur le gâteau du « revenu universel ». Sitôt désigné candidat, il a vite fait machine arrière en disant qu'il ne voulait plus abroger cette loi mais l'aménager. Puis sa fausse bonne idée de « revenu universel » s'est réduite à la portion congrue d'un RSA élargi.

### Qui ne veut plus abroger la loi Travail ?

Maintenant, ceux-là même qui parlaient de défaite du « mouvement social » s'appliquent à relativiser la portée de la loi travail pour mieux l'entériner car, voyez-vous, les ordonnances Macron seraient bien pire encore : une loi travail XXL... Les ordonnances Macron ne font que reprendre l'avant-projet de loi travail – réajusté face à la mobilisation du printemps 2016. Pourquoi Macron se gênerait-il puisque Mailly et Martinez, tout en faisant des moulinets, acceptent de négocier dans le cadre du projet Macron-Philippe. Comme toujours en pareil cas, pour ne pas passer pour des bourgeois de Calais rendant les clés du Code du travail, ces hauts dirigeants syndicaux assurent qu'ils ont des propositions « alternatives », qu'ils ont dans leur jeu le joker du « code du travail du 21<sup>ème</sup> siècle ». Si leur maison prenait feu, ils discuteraient de la couleur d'un nouveau papier peint dans la cuisine ! Déterminés à négocier pour négocier, ils

écartent d'un revers l'exigence de l'abrogation de la loi travail... Pendant qu'un autre – Mélenchon – amuse le terrain électoral et s'apprête, à l'aide de bons mots, à amuser le terrain de la Cour « parlementaire » du roi d'opérette Macron.

### L'ultime parade du « référendum »

Jamais à court d'idée, Mélenchon en appelle à un referendum sur les ordonnances. Une bonne mauvaise idée celle-là. C'est le Peuple « tout entier » qui déciderait du sort des salariés. Des millions de citoyens qui ne sont pas touchés (voire intéressés à cette « réforme ») pourraient voter tandis que des millions d'ouvriers ne pourraient voter, faute d'avoir la nationalité française. La fiction de la « démocratie sociale » est poussée ici à son comble, jusqu'à la remise en cause du fait syndical. Les salariés qui veulent prendre leur destin en main verraient d'un très mauvais œil que des non-salariés, des patrons de Start-Up (et même le bon propriétaire de la boucherie Sanzot) ou encore les curés soient « consultés » sur une question de droit du travail salarié. Bien sûr, parmi ces non-salariés, ceux qui réfléchissent aux conséquences à moyen terme de cette réforme du marché du travail et comprennent qu'elle les tirera vers le bas (petits patrons compris) se solidariseront librement avec le combat pour le Code du travail. Librement et non « civiquement ».

### L'« antimélenchonisme » de salon et nous

Ah, nous sommes pris à nouveau en flagrant délit de critiquer Mélenchon. Entendons-nous bien, nous laissons à d'autres le soin de dissenter sur le « néo populisme » et « l'idéologie » de Mélenchon. Nous nous moquons de cela. Ce que nous combattons, c'est le programme de Mélenchon et ses prises de

## Chronique d'une chute de régime

positions politiques. Pas autre chose. À nos yeux, Mélenchon (à son insu ou non) fait partie du dispositif pour tenter d'éviter l'explosion sociale, notamment par des chants de sirènes. Son idéologie présumée nous importe peu, seul le concret retient notre attention. À la différence de ces intellectuels petits-bourgeois devenus « antimélenchon », nous ne prenons pas de haut les adhérents insoumis, lesquels ont montré, entre les deux tours des présidentielles qu'ils n'étaient pas malléables. Dans leur grande majorité, ils ont vu en Mélenchon, un type qui a promis qu'il abrogerait la loi El Khomri, sortirait des traités de l'Union Européenne (ce qui est, en fait impossible, sans rompre avec l'UE) et mettrait en œuvre un changement démocratique. Chemin faisant, entre les deux tours des présidentielles ils ont majoritairement pris fait et cause pour le double-non : ni Macron, ni Le Pen... Pendant que le parti de gauche de Mélenchon, en catimini appelait à voter Macron.

### Sous la campagne, la lutte de classes

Après de longs mois de rebondissements, de chausse-trappes et d'affaires, la parenthèse électorale se referme d'un seul coup. De ces longs mois, retenons une première leçon de chose : lorsque la lutte de classes est comprimée par des appareils bureaucratiques qui la craignent plus que tout, lorsque son libre développement est refoulé par ceux-là même qui devaient l'encourager pour arracher le retrait de la loi Travail, elle se répercute dans ce qu'on appelle « la superstructure » (partis, institutions, gouvernement, élites). La lutte de classe agit alors comme un cours d'eau qu'un barrage vient stopper : l'eau irrigue d'autres chemins, se fond dans la terre et la nappe phréatique. De même, la lutte de classes creuse des galeries souterraines. Les luttes deviennent « invisibles » mais bien plus nombreuses, plus denses, plus déterminées, comme l'a relevé le site *cgt-info.com* dès le mois de mars. Survient ensuite la grève générale jusqu'à satisfaction en Guyane, à quelques jours de l'élection « suprême ». Si, vraiment, la classe ouvrière avait subi une défaite en juin 2016, il n'en serait probablement pas ainsi. Le gouvernement, au lieu, d'exploser, se serait senti plus fort et les médias aux ordres auraient portées en triomphe Hol-

lande, « celui qui a osé réformer le Code du travail ! » et Valls qui a « osé la fermeté sans faille ». À l'inverse, les travailleurs et la population de Guyane ont senti que ce gouvernement n'était plus qu'un conseil d'administration chargé d'expédier les affaires courantes, ayant à sa tête un président déchu !

N'oublions pas une chose : quand a surgi la mobilisation du printemps 2016, Hollande a dû stopper la réforme constitutionnelle qui devait faire passer dans le droit commun l'état d'urgence et imposer la déchéance de nationalité pour les étrangers. Le front national l'avait alors chaudement applaudi.

### La dislocation des chairs

Quelques mois plus tard, le couple infernal Hollande-Valls explose. Hollande, sujet à une impopularité record (popularité estimée 7%) renonce à se représenter. Du jamais vu ! Valls dont la popularité est estimée à 14% se lance dans la primaire. Macron a déserté en



Alain Juppé

septembre. Mais il n'est pas encore « l'étoile montante ». Les uns après les autres, ténors de droite, du « centre » et de la gauche décochent contre lui les flèches les plus venimeuses. Valls éructe contre lui. L'étoile montante du moment, c'est Juppé qui se grime en homme politique sage, pondéré, modéré. Pour un peu, Fillon grimé en père-la-morale passerait inaperçu. Sarkozy est dans de sales draps politico-judiciaires. Mais la droite est déjà en miettes. La primaire est le seul « arbitre » possible entre les sept « postulants » à la « présidentialité ». Le passage de relais de Hollande à la droite semble assuré. Juppé semble tout désigné pour préparer un gouvernement de grande coalition à l'allemande, où PS et LR se partageraient les portefeuilles ministériels. C'est sans compter

la radicalisation de la base électorale de LR. Une radicalisation à droite que Sarkozy ne peut canaliser. Une radicalisation à droite qui s'affirme en réaction aux grèves et manifestations du printemps 2016. Une radicalisation face à la politique qui tire cette clientèle de bourgeois déchus et de rentiers petits et gros vers le bas et qui voit dans les migrants, souvent instruits, des concurrents futurs. À ceux-là, il faut promettre moins d'impôt par la liquidation totale des dépenses sociales de l'État et la chasse aux salariés directs et indirects de l'État. Fillon qui jusqu'alors s'offusquait de cette droitisation décide d'en épouser la courbe. Son programme devient tellement brutal que même Sarkozy s'en émeut. Juppé s'en affole. À ce jeu, Fillon l'emporte. Aussitôt, son programme provoque un électrochoc dans la population travailleuse et pauvre. Et, fort opportunément survient « l'affaire ». N'ayant pu imposer Juppé, l'oligarchie financière se rabat sur une roue de secours : Macron. Les médias que contrôle l'oligarchie passent vite du coq à l'âne. Ces mêmes magazines qui affichaient le portrait de

Juppé arborent la tête de Macron sous toutes les coutures. Comme il est à la peine, elles le présentent comme le seul à pouvoir battre Le Pen. Dans ce registre, *Libération* excelle. Nous connaissons la suite de cette farce.

Côté PS : la primaire a tourné au fiasco. Ce n'est pas Hamon qui est choisi mais Valls qui est éliminé et le pauvre Hamon ne sait que faire de sa victoire impromptue. Son compère Montebourg et lui s'étaient présentés séparément

pour permettre à Valls de l'emporter et, comme en 2012 avec Hollande, avoir un « capital de voix » leur permettant de négocier avec Valls des places dans son gouvernement. La machine, là encore, s'est déréglée.

### Les défis de Mélenchon

Sur le coup de sa victoire, Hamon a devancé nettement Mélenchon dans les sondages. Très vite, il a chuté, en s'adaptant aux exigences de Cambadélis et au chantage de Valls. Dès lors, Mélenchon n'avait plus qu'à se baisser : il pouvait se targuer de ne pas avoir été ni dans les gouvernements Hollande, ni dans la « majorité présidentielle ».

## Chronique d'une chute de régime

Les insoumis seront appelés à se souvenir de tout ce que leur a fait miroiter Mélenchon :

- l'insurrection dans les urnes lui offrant la « qualification » au second tour et la victoire en cas de duel Mélenchon- Le Pen ;
- une majorité « insoumise » à l'assemblée nationale, avec à la clé, une « cohabitation » avec Macron.



E. Macron et P. Gattaz

Et maintenant, un groupe parlementaire qui sera la tribune du peuple et son état-major de « résistance ». Voire même : un « front populaire avec les syndicats et les associations » aux accents « rebelles ». Nous verrons cela.

### Le sens de nos critiques

Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises : l'affirmation de France insoumise est le châtement mérité pour les formations issues du trotskysme « à la française » : NPA, Lutte ouvrière mais aussi les deux organisations « lambertistes ». En présentant chacune leur porte-parole, NPA et LO ont apporté leur caution à une élection-trahison antidémocratique jusqu'à la moelle. Le POld s'est illusionné lui-même en pensant que la candidature Hamon était une « réfraction de la lutte de classes » et en menant campagne, avec le logiciel de 1981, pour une candidature unique Mélenchon-Hamon. Plus grave, la volte-face du POI qui, brusquement, a appelé à voter Mélenchon et roule à présent pour France insoumise. La lecture de son journal *Informations Ouvrières* a de quoi surprendre : comment peut-on concilier la défense des acquis de 1936-1945 avec le programme FI qui veut détourner l'argent CSG des caisses de la Sécurité sociale pour le mettre dans la poche de l'État ? Ce n'est pas du tout une question « programmatique ». Il suffit de lire *Informations ouvrières* pour s'en convaincre : ce journal vient de rappeler ce qu'est la CSG. Une contribution à abolir !

Décidemment, se diront nos lecteurs, *La Commune* en a après tout le monde. À nos yeux, la critique n'est pas une fin en soi et, d'un autre côté, la polémique n'est pas un « mal » : c'est par la critique et la polémique que nous affirmons une poli-

tique ouvrière indépendante et que nous défendons les principes élémentaires du mouvement ouvrier et ses meilleurs traditions, pour que les nouvelles générations puissent se les réapproprier et les enrichir. Le mouvement ouvrier s'est fondé sur le principe, non pas de « l'insoumission » ou de la « résistance » dans le cadre de la société telle qu'elle est mais selon le principe de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes pour briser les chaînes de l'exploitation et de l'oppression. Cela participe d'un véritable combat d'unité des travailleurs et de leurs organisations de masse, entraînant dans son sillage les couches opprimées, spoliées et déclassées de la population.

### Nos perspectives

La critique pour la critique ne nous intéresse pas, la critique nous intéresse comme « mise en train pour l'action » et pour aller vers un parti des travailleurs, par la libre discussion des désaccords. Dans un parti des travailleurs de lutte de classe, tous les courants qui se réclament du trotskysme, de l'anarchisme, du syndicalisme de revendication et d'action pourraient se côtoyer dans un seul but : aider les travailleurs à centraliser leur combat contre les « réformes » et pour les revendications vitales. Nous ne disons pas : le parti dont les travailleurs ont besoin se construira autour de *La Commune* ou des « trotskystes ». Nous ne sommes pas une chapelle ! Si, par bonheur, Gérard Filoche, au lieu de se cramponner au PS, de s'y laisser humilier lors de la primaire pour ensuite miser sur Montebourg puis sur Hamon, avait appelé à un regroupement pour un nouveau parti des travailleurs, nous aurions répondu présents, en dépit de tout ce qui nous sépare de Filoche. Comme nous l'avons fait avec le NPA lorsqu'il s'est formé, bien que nous ayons de très

sérieuses divergences avec le courant qui a créé le NPA. Cette approche des choses ne nous empêche pas de compter d'abord sur nos propres forces et de chercher à les augmenter par notre journal et notre intervention active pour les revendications et besoins pratiques des travailleurs et de la jeunesse, au quotidien. Dans un parti des travailleurs, nous serons un courant parmi d'autres,

cherchant par la libre discussion à faire valoir notre point de vue.

Nos perspectives sont simples : un vrai travail, un vrai salaire, abolition du travail précaire. Nos exigences sont simples : ni loi El Khomri, ni ordonnances Macron, ni amendables, ni négociables. Notre stratégie est sans détours sinueux : la grève générale autour des revendications vitales. La démocratie est bafouée comme jamais : il est possible de réaliser l'unité la plus large pour la levée définitive de l'état d'urgence, l'amnistie de tous les syndicalistes, le châtement de tous les auteurs de violences policières, l'abolition de la justice administrative. La défense des droits des travailleurs et de la population immigrée exige également l'unité pour la régularisation de tous les sans-papiers et demandeurs d'asile, l'application du principe : à travail égal, salaire égal et la fermeture des camps de rétentions.

Voilà pourquoi, nous voulons un parti des travailleurs anti-bureaucratique, pour l'action victorieuse, en rupture avec les capitalistes et les banquiers avec le MEDEF et l'union européenne, en rupture avec Macron et la V<sup>e</sup> République. Oui, la « société civile » de basse-cour est mal partie. Elle est assise sur une poudrière. Après la grève générale de la Guyane, la grève des conducteurs de citernes est un nouveau signe des temps : par l'abstention monstre et ce type de grèves partielles, des couches toujours plus larges de travailleurs et de jeunes montrent qu'ils sont prêt à compter d'abord sur eux-mêmes.

Daniel Petri,  
20 juin 2017

1. <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/06/17/31001-20160617ARTFIG00146-el-khomri-martinez-l-incomprehensible-match-nul.php>

## Parti socialiste

# Le Parti socialiste est-il vraiment mort ?

**La mort du PS est annoncée depuis plusieurs semaines. Le petit caudillo Valls ne cesse de le répéter. Il vient de s'effondrer mais « tant qu'il bouge une oreille, c'est qu'il n'est pas mort » pourrait-on dire. Nous ne sommes pas, quant à nous, à son chevet. Ce parti dévoué à l'ordre établi depuis 1914, a secrété ses propres liquidateurs, déguisés en « réformateurs ». Ceux-là, Hollande et Valls ont été devancés dans leur entreprise par Macron et d'une autre manière par Mélenchon. À ceci près que leurs formations politiques respectives LREM et FI sont invertébrées.**

**Août 1914.** Au lendemain de l'assassinat de Jean Jaurès qui menait campagne contre la guerre, le parti socialiste a cédé aux sirènes de l'Union sacrée. Jules Guesdes qui incarnait son aile marxiste, est devenu ministre de la Guerre d'un gouvernement belliciste. Ainsi le PS-SFIO disait vouloir défendre la république contre le Kaiser allemand. Dans le même temps, le SPD allemand disait vouloir défendre l'Allemagne contre le Tsar des Russies. Ainsi, les partis sociaux-démocrates sombrèrent dans la collaboration de classes et le soutien à leur propre impérialisme pour toujours.

### Un parti réformiste sans réformes

**Décembre 1920.** Au congrès de tours, la majorité des délégués décident la création du Parti communiste-SFIC. Une minorité de délégués, avec Léon Blum, décide de garder la vieille maison. Le PS incarne alors le « réformisme » qui prétend améliorer progressivement le sort des travailleurs et des couches opprimées dans le cadre de la III<sup>e</sup> République. Les jours de fêtes, ses orateurs clament leur foi au socialisme et leur condamnation du capitalisme. Pour se maintenir, le PS doit nécessairement s'appuyer sur les ouvriers et les couches inférieures de la petite bourgeoisie.

### « Néo-socialisme » et « travaillisme »

1933. Un certain Marcel Déat, numéro 2 du PS, veut allier « le socialisme et l'autorité » (comme dirait Valls de nos jours) et imposer au parti un « néo-socialisme » débarrassé de toute trace de marxisme. Ce sera la première des tentatives de liquidation du PS. Déat et ses soutiens seront exclus du PS puis Déat évoluera vers le collaborationnisme pro-nazi.

En 1946, c'est autour de Léon Blum que tenter une « réforme » du PS par sa transformation en « parti travailliste » qui intégrerait les mouvements issus de la résistance « non communiste » et pré-



Guy Mollet et François Mitterrand

cherait un humanisme hors de toute lutte de classes. C'est un certain Guy Mollet qui, au nom du marxisme, prend la tête de l'opposition à ce projet et devient chef du parti socialiste.

### Sous les fourches caudines du gaullisme

En 1958, le PS-SFIO, en soutenant de Gaulle et la Constitution de la V<sup>e</sup> République fait un pas vers son effondrement. 11 ans plus tard, son candidat aux présidentielles, Gaston Defferre obtient le misérable score de 5% des suffrages. Il y avait eu, en 1964, la tentative de former en France un parti démocrate « à l'américaine » mariant socialistes et démocrates-chrétiens, tentative qui avorta. En 1971, après un premier « toilettage » au congrès d'Alfortville de 1969, vient le congrès d'Epinay où Mitterrand, tout nouvel adhérent, prend la tête du parti et l'entraîne dans la stratégie d'union de la gauche.

Vingt ans plus tard, alors que le PS est au gouvernement, Fabius plaide pour sa transformation en « parti des réformes ». En 2009, Valls commence à plaider à son tour pour le changement de nom du PS.

### Changer de base... sociale

À travers toutes ces tentatives de transformer le PS en « autre chose », il y a la volonté de s'affranchir complètement de la base sociale d'origine du PS, au nom bien sûr de son élargissement, compte

tenu du fait que les travailleurs se détachent de ce parti institutionnel. En ce sens, le mot « socialiste » est de trop, il renvoie toujours à l'idée de la transformation sociale et à la nécessité d'en finir avec le capitalisme, même si ce sera « aux calendes grecques ». Dès 2007, la candidature Royal manifestait la volonté de « changer de base... sociale », ce qui en retour ne manquait pas d'affaiblir le PS, à commencer par son corps militant, son influence dans les syndicats.

Laissons maintenant la parole au ci-devant Hollande : « le PS ne peut se dépasser que si d'autres viennent le rejoindre – Le meilleur nom que l'on puisse trouver c'est le « Parti de la gauche » – Oui, mais Mélenchon a déjà préempté la marque- Le Parti du progrès, donc ». « Ce que vous ne faites pas par des alliances, vous le faites par la sociologie. Par l'élargissement – Vous pouvez imaginer que viennent aussi des gens qui n'ont jamais fait de politique partisane, des gens du centre – Ça ne pourra pas être un jeu d'appareil ».

Pour autant, la déstabilisation et le laminage du PS n'est pas le fruit d'un complot ourdi par Hollande, pas plus qu'elle n'est le fruit de l'éclosion de LREM et de FI. Elle est le résultat du rejet du PS par sa base sociale ouvrière et populaire d'origine, qui suscite une fuite en avant de ses caciques. La base ? Celle qui s'abstient, celle qui déchire sa carte, celle qui se radicalise contre le capitalisme et ses plans destructeurs et cesse de croire au mythe du « moindre mal ».

A suivre sur notre site cet été.

Daniel Petri,  
25 juin 2017

1. Propos tenus par F. Hollande le 11 décembre 2016. Un président ne devrait pas dire ça... Gérard Davet Fabrice Lhomme. Stock - Pages 623-625

**Dernière minute : Benoît Hamon et son courant quittent le PS le 1<sup>er</sup> juillet 2017**

## Salaires

# Brut de salaires !

**De nombreuses grèves ont éclaté sur la question des salaires. Sans bruit médiatique, il est vrai. Ainsi même, la lutte des classes a creusé ses galeries en profondeur, pendant que les formations politiques battaient la campagne. Ces grèves sont d'autant plus remarquables que les discours et les mauvais plans de « réduction des coûts du travail » frappent les esprits... et le porte-monnaie. N'est-il pas temps de revenir aux « fondamentaux » ?**

Les économistes bourgeois prétendent que le salaire est le « prix du travail » effectué par les salariés. C'est une fiction. Dans la vraie vie, le salaire est le prix de la force de travail et ce prix est inférieur au résultat de la production (vente de produits). Autrement dit, l'exploitation de la force de travail des salariés est la source des profits capitalistes.



Institut national de la statistique et des études économiques  
Mesurer pour comprendre

## Rémunération des salariés

### Définition

Ensemble des rémunérations en espèces et en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers : salaires et traitements bruts en espèces et en nature, cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs.

patronales » font partie du « coût du travail », c'est-à-dire des salaires.

## Marché du travail

Nos exploitateurs finissent par le reconnaître à demi-mot lorsqu'ils parlent de « marché du travail » où lorsqu'ils expliquent que la réduction du coût du travail permet d'augmenter « le taux de marge » ou « le taux de profit ». (NDLR : *L'objet de ce dossier n'est pas d'aborder l'explication marxiste sur « Salaires, prix et profit », bien qu'il soit indispensable de s'en imprégner. Rappelons que Marx, lorsqu'il a élaboré Le Capital, s'était basé sur les travaux d'économistes bourgeois classiques, précurseurs de l'économie politique : Adams, Sismondi.*) Les salariés vendent leur force de travail sur le marché du travail. Les capitalistes l'achètent pour en extorquer des profits (plus-value).

## Coût du travail

La notion de « coût du travail » employée à tour de bras par ceux qui se prennent pour des « réalistes économiques » mérite elle-même d'être précisée. Rappelons tout d'abord ceci :

- taxes et impôts des entreprises n'ont strictement rien à voir avec le coût du travail.
- ce que l'on appelle frauduleusement, les « charges sociales » sont en réalité la part patronale des cotisations sociales versées à la Sécurité sociale (Maladie, Vieillesse, accidents de travail, allocations familiales) qui sont redistribuées aux salariés sous forme de prestation de soins et de pension. Ces « cotisations

## Le salaire réel

La notion de salaire doit ici être pleinement rétablie :

Salaire réel = le salaire net + la part salariale des cotisations + la part patronale des cotisations, ou : salaire net + salaire différé – En comptabilité d'entreprise, c'est ce que l'on appelle le salaire « super brut » ou salaire « chargé ».

Salaire différé = part salariale des cotisations + part patronale des cotisations qui sont versées dans le pot commun qu'est la Sécu et Allocations familiales – (Cette partie du salaire versée à la Sécurité sociale est redistribuée en prestations de soins, en allocations familiales et en pensions invalidité, retraite, veuvage, indemnités partielles permanente à la suite d'accidents du travail. S'y ajoute la part dédiée aux allocations-chômage, aux retraites complémentaires).

Salaire brut = salaire net+ part salariale des cotisations

(NDLR : La question a été compliquée à partir de 1990 par la mise en place de la CSG qui est un impôt prélevé à la source mais pour l'heure, cet impôt est perçu par la Sécu – La Cour de cassation et le Conseil d'État considèrent pour leur part que la CSG est à la fois un impôt et une cotisation sociale. Cet impôt qu'est la CSG se substitue progressivement aux cotisations sociales,

cotisations maladie en particulier)

Or la grande mode dans les promesses électorales consiste à parler d'augmentation des salaires net par... la réduction des cotisations sociales. C'est à cet exercice de style frauduleux que s'est livré Hamon lors du « grand débat ». Ainsi, lorsque Mélenchon parle d'une augmentation du SMIC net, il laisse planer un doute sérieux sur l'augmentation du salaire réel.

## « Du pain et des roses »

Nous avons vu que les salariés vendent leur force de travail sur le marché du travail. Cette force de travail, il faut l'entretenir au même titre que l'on entretient une machine. Au même titre qu'une machine, la force du travail est une marchandise. Une marchandise qui produit plus qu'elle ne consomme [NDLR : De nos jours, il y a des salariés directement productifs (ouvriers) et des salariés indirectement productifs (employés et une partie toujours plus importante d'ingénieurs et cadres). Sans employés, ingénieurs, vendeurs, personnel de maintenance, etc., la production serait figée et bloquée.]

Le salaire est donc le coût de l'entretien et de la reproduction de la force de travail des salariés : les salariés doivent avoir les moyens de se nourrir, se vêtir, se soigner, de procréer, éduquer leurs enfants préparer leur retraite, de communiquer et de se « divertir, s'informer, se cultiver ». Au dix-neuvième siècle, cherchant à s'arracher à une exploitation sans autre limite que l'épuisement total et la démence, les salariés et leurs premières organisations de défense réclamaient : « Du pain et des roses ».

À suivre

Daniel Petri,  
23 juin 2017



## Ordonnances Macron-Philippe

# Pour en finir avec les lois « travail »

**La loi El Khomri a ouvert une brèche dans le Droit du travail. Seule son abrogation peut la colmater. Le gouvernement Macron-Philippe a décidé d'élargir cette brèche par ordonnances. Les députés sont priés de lui donner un chèque en blanc pour cette sale besogne. Ce que l'on appelle dans le jargon : une « habilitation ». Mais, le projet Macron-Philippe est d'ores et déjà une bombe à retardement.**

**À** tout le moins, Macron candidat avait prévenu. Son programme claironnait déjà « Nous réduirons le coût du travail. Nous aiderons les entreprises à embaucher en baissant les cotisations sociales employeurs de 6 points en remplacement du CICE, et jusqu'à 10 points au niveau du SMIC : les employeurs économiseront près de 1800 euros par an et par salarié au SMIC, 2200 euros par an pour un salarié payé 3000 euros bruts par mois. (...) Nous redéfinirons le dialogue social. Les principes fondamentaux (durée légale du temps de travail, égalité professionnelle, salaire minimum...) resteront dans la loi. Mais, par exemple, les horaires effectifs ou l'organisation du travail seront négociés au plus près du terrain. Ils seront définis par accord majoritaire ou par référendum d'entreprise sur la base d'un accord. »<sup>1</sup>

### La peur d'un nouveau printemps

De peur d'un nouveau Printemps 2016, Macron-Philippe ont décidé de frapper par ordonnances. Comme ils l'ont dit eux-mêmes, cette arme constitutionnelle anti-démocratique leur permet d'éviter un débat parlementaire qui prendrait un certain temps.

Ainsi, moins d'une semaine après les désastreuses élections législatives (qui donne au nouveau pouvoir, une écrasante majorité de députés avec une poignée de voix), le « *Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour la rénovation sociale* » est prêt. Ce projet de loi ne fait, en réalité, que suggérer les mesures qui seront prises par le gouvernement. Il n'y a cependant aucun mystère sur la teneur des dispositions que le gouvernement veut imposer de force, tout en donnant des sucres d'orges aux « partenaires sociaux ».



Edouard Philippe et Emmanuel Macron

### La «rénovation sociale» pour le MEDEF

Voilà ce que comptent ordonner Macron-Philippe :

- Plus aucune limite à l'inversion de la hiérarchie des normes : hormis le SMIC, le principe d'égalité professionnelle, toutes les « normes » sociales du Code du travail pourront être transgressées par les accords de branche et, plus que jamais, les accords d'entreprise pourront être plus défavorables aux salariés que les accords de branche ;
- Les CDI « maison » où les règles de rupture du contrat de travail seront définies entreprise par entreprise dans un sens défavorable aux salariés, pour faciliter les licenciements ;
- Les CDD dont les règles seront définies, là encore, entreprise par entreprise seront renouvelables à l'infini. Les entreprises pouvant également rompre les CDD en cours de route ;
- Plafonnement des indemnités de licenciement abusifs ;
- Disparition des CHSCT dont les « pouvoirs » de « blocage » insupportent le MEDEF. Qu'advient-il des principes généraux de prévention du Code du travail ? Qu'advient-il du droit de retrait individuel et collectif des salariés en cas de danger grave et imminent ?
- Referendum d'entreprises à l'initiative des employeurs permettant de transgresser accords de branche et lois, pour imposer des baisses de salaires, des heures supplémentaires gratuites ;
- Possibilité pour les entreprises d'impo-

ser le travail de nuit sans contrepartie en terme de repos supplémentaire, ni limite de durée. Et, ainsi de suite !

### Un projet corrupteur

La façon dont est envisagée la place et le rôle des syndicats retient toute notre attention.

Dans le projet de loi d'habilitation, nous lisons : « possibilité pour le salarié d'apporter des ressources financées en tout ou partie par l'employeur au syndicat de son choix, le renforcement de la formation des représentants des salariés, la promotion de la reconversion professionnelle des salariés exerçant des responsabilités syndicales ou un mandat électif de représentation, l'encouragement à l'évolution des conditions d'exercice de l'engagement syndical et la reconnaissance de celui-ci dans le déroulement de carrière et les compétences acquises en raison de cet engagement ». En clair : les employeurs pourront financer les syndicats ! En clair : c'est la prime au déroulement de carrière des responsables syndicaux. Cela s'appelle la corruption patronale (légale) des syndicats et des syndicalistes pour en faire des « collaborateurs », des « partenaires » dociles. Autre « marqueur » des ordonnances prévues : la réaffirmation du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu » à partir de janvier 2019<sup>2</sup>.

À vouloir tout casser, le gouvernement ultra-minoritaire risque fort de se casser les dents.

Unité pour le retrait du projet Macron – Philippe de « rénovation sociale » et l'abrogation totale de la loi El Khomri, ni amendables, ni négociables. Code du travail – pas touche !

**Stéphane Nakache,**  
24-06-2017

1. Programme « Retrouver notre esprit de conquête pour bâtir une France nouvelle » Élection présidentielle — 23 avril et 7 mai 2017 – p. 9.

2. voir notre article sur la CSG dans ce numéro p. 10

CSG

## Casse Sociale Généralisée

**La question de la CSG revient en force. Sa mise en place en 1990 avait suscité une vive contestation. La CGT et FO dénonçaient alors une tentative de « fiscalisation » de la Sécurité sociale. Cela mérite bien sûr des explications. Macron veut à présent aller jusqu'au bout de la logique de cet impôt prélevé « à la source ». Son objectif : en finir avec la Sécurité sociale et pousser les feux d'un marché de la protection sociale. Pour ce faire, comme le souligne l'ancien inspecteur du travail Gérard Filoche, Macron-Philippe veulent faire disparaître le salaire brut.**

La Sécurité sociale, à l'origine, vit des cotisations sociales versées conjointement par les employeurs et les salariés. Ces cotisations forment ce que l'on appelle un salaire différé<sup>1</sup>. Pour tous ceux qui rêvent de « baisser le coût du travail », ces cotisations sont un sérieux obstacle.

### Le virus CSG

Pour renverser cet obstacle, le gouvernement Mitterrand-Rocard a introduit un virus : la CSG. La CFDT (y compris ses fédés dissidentes, futures « sud ») ont pris fait et cause pour ce nouvel impôt au nom d'une certaine idée de la justice sociale. La CSG frappait non seulement les revenus salariés mais aussi tous les autres revenus et rentes. L'argent de la CSG allait dans les caisses de Sécurité sociale. Pour les salariés, c'était une opération blanche puisque la CSG était compensée par une baisse de la cotisation maladie. Tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Les gens n'y verraient que du feu, hormis bien sûr les non-salariés. Beaucoup de salariés n'étaient cependant pas dupes et la mesure prise fut impopulaire, en dépit des efforts de la CFDT pour transformer ce vil plomb en or. Le gouvernement Mitterrand-Rocard recourut à l'article 49-3 pour faire passer la CSG<sup>2</sup>.

### Remplacer les cotisations par l'impôt

Dès sa « naissance » la CSG avait pour but de remplacer progressivement les cotisations sociales par un impôt. **Il a donc été décidé de remplacer progressivement les cotisations sociales par un impôt pesant sur l'ensemble des revenus.**

La suite, la voici :

1990 : CSG = 1,1%

1993 : CSG = 2,4%

1997 : CSG = 3,4% auquel s'ajoute la CRDS de 0.5%

1998 : CSG = 7,5% (gouvernement Chirac-Jospin-Gayssot)



Michel Rocard

Restait un dernier obstacle : jusqu'à ce jour, l'argent de la CSG ne va pas dans les caisses de l'État mais dans les caisses de la Sécurité Sociale. En contrepartie, le parlement vote chaque année une loi de financement de la Sécurité Sociale qui est « incitative », fixant à l'assurance maladie un objectif de dépense annuel « à ne pas dépasser »<sup>3</sup>.

### Hollande et Mélenchon voulaient aller au bout de la CSG

En 2012, Hollande, candidat, entend pousser l'avantage de la CSG : « La contribution de chacun sera rendue plus équitable par une grande réforme permettant la fusion à terme de l'impôt sur le revenu et de la CSG dans le cadre d'un prélèvement simplifié sur le revenu (PSR). Une part de cet impôt sera affectée aux organismes de Sécurité Sociale. Les revenus du capital seront imposés comme ceux du travail. »<sup>4</sup> Or, l'actuel programme « avenir en commun » de FI-Mélenchon a repris, à peu de choses près, à son compte cet « engagement » de Hollande<sup>5</sup>.

### Macron : « une énorme arnaque »

Eh bien, nous avons là, la matrice du projet Macron, tel que le décrit Gérard Filoche : « Macron a déjà supprimé les cotisations familiales, il a baissé les cotisations parfois jusqu'à 1,6 ou 1,9 fois le smic. Là, il supprime et remplace tout par l'impôt. C'est vous, par vos impôts,

qui allez payer dorénavant à la place de votre patron. Un hold up de 470 milliards contre vous ! Un cadeau géant de 470 milliards pour le Medef. Pour tenter de masquer ça, ils vont augmenter de quelques euros votre salaire net mais baisser de centaines d'euros votre salaire brut. Ils baissent le haut de la feuille de paie en faisant croire qu'ils augmentent le bas de celle-ci. C'est un coup de bonneteau.

Et c'est pourquoi Macron diffère le prélèvement de l'impôt à la source prévu fin janvier 2018, purement pour manipuler, cacher cette énorme arnaque. »<sup>6</sup>

De cette façon, la sécurité sociale deviendrait propriété de l'État, elle accorderait aux patients et usagers des prestations sous conditions et selon un budget pré-établi, tout en libérant le marché des mutuelles-assurances privées. Seule la Sécurité financée par les cotisations (salaire différé) peut assurer une protection sociale digne de ce nom. La CSG doit donc être purement et simplement abolie.

Luciano Menzi,  
24 juin 2017

1. Voir dans ce numéro, notre article « Brut de salaires » p. 8

2. La droite revendiquait une TVA sociale, d'où son opposition à la CSG. Le PCF en ne s'associant pas à la motion de censure de la droite, laissa passer la CSG.

3. ONDAM : objectif national de dépense d'assurance maladie – Cet objectif n'est pas encore : obligatoire », mais c'est néanmoins un premier pas vers un budget arrêté de l'assurance-maladie décidé par l'État.

4. L'engagement n°14 de François Hollande en 2012 : « le changement c'est maintenant - mes 60 engagements pour la France ».

5. Programme de la France insoumise Adopté lors la Convention des insoumis réunie à Lille les 15 et 16 octobre 2016- page 16 Pdf : « U1 : Refonder l'imposition sur les revenus en transformant la CSG et l'impôt sur le revenu actuel en un nouvel impôt citoyen sur les revenus, garantissant les recettes de la Sécurité sociale et de l'Etat ».

6. <http://www.huffingtonpost.fr/gerard-filoche/>

FN

## Le FN a-t-il un avenir ?

**Le FN n'avait pas l'intention de « gagner » l'élection présidentielle. La « victoire » de Marine Le Pen n'était pas totalement impossible, compte tenu de l'acuité de la crise politique et de l'inconsistance profonde de Macron à ce moment-là. Le FN entendait néanmoins franchir une étape. Dans la dernière ligne droite, ses contradictions l'ont rattrapé. Son égaré ? tirée à hue et à dia ? a perdu les pédales. Aux législatives, le FN a de nouveau marqué le pas en obtenant des résultats inégaux.**

**A**insi, une nouvelle fois, le FN aura servi de faire valoir au candidat des marchés financiers et de l'Union européenne. Sans le FN, Macron n'aurait probablement jamais été élu. Les électeurs qui ont voté Macron « pour la république » et contre « le F.Haine » sont immédiatement confrontés à des atteintes cruelles aux droits démocratiques et au droit tout court. Ils constatent amèrement que si le FN aboie contre les migrants, le gouvernement, quant à lui, mord !<sup>1</sup>

### Un « parti » déséquilibré

La campagne électorale a montré la disproportion qui existe entre l'influence électorale réelle du FN et sa capacité de mobilisation dans les meetings et dans la rue. Cette disproportion et le malaise permanent dans ce parti s'est exprimé par la « désertion » de 400 élus FN depuis les municipales qui ne veulent plus entendre parler désormais de cette formation qui ne sait pas vraiment où elle veut aller. Autre « décalage » : le FN a connu des progrès électoraux dans les campagnes mais un net recul dans les villes et agglomérations mais aussi une stagnation dans ses « bases » dans les bassins industriels sinistrés.

Les cris de celles et ceux qui, régulièrement, surestiment et gonflent le FN, proclament que le FN serait « aux portes du pouvoir » n'ont eu d'autre effet que de galvaniser les militants de ce « parti » et d'encourager des indécis à voter « Marine ». À ces cris, ont répondu une autre berceuse dans le style « le FN n'est pas un parti fasciste ». Ce qui est formellement exact à condition de rappeler ses origines, son ADN.

### ADN nazi du Front national

En 1972, le FN comptait parmi ses fondateurs :

Roland Gaucher, devient de février 1942 à 1944, responsable des Jeunesses nationales populaires, mouvement de jeunesse du collaborationniste Rassem-

blement national populaire.

Léon Gaultier fut secrétaire général à l'Information du gouvernement du maréchal Pétain -, chroniqueur à « Radio Vichy », et fut l'un des fondateurs de la Milice française. Il combattit sous l'uniforme allemand de la Waffen-SS avec le grade de Untersturmführer.

François Brigneau, membre du Rassemblement national populaire de Marcel Déat, il s'orienta vers la Collaboration durant la Seconde Guerre mondiale. En juin 1944, au lendemain du débarquement allié en Normandie, il s'engage dans la Milice.

Victor Barthélémy, ancien dirigeant du Parti du Peuple Français de Jacques Doriot, ancien membre du comité central de la Légion des Volontaires Français.<sup>2</sup>

Autant dire, un ramassis de nazis. C'était, il y a 55 ans, nous dira-t-on. Mais, en 2011, la blanche colombe qu'est Marine Le Pen s'est rendue à un bal à Vienne de néo-nazis et de vétérans SS. Cela ne suffit pourtant pas à qualifier le FN comme fasciste.



R. Gaucher (lunettes) face à J.M. Le Pen

### « Une faction conservatrice, bigote et cocardière »

Pour le comprendre, le mieux est de donner la parole à des fascistes avérés, tel Pierre Pauty, également membre fondateur du FN. En 1986, il écrivait : « le FN n'est plus qu'une faction conservatrice, bigote et cocardière- parmi d'autres factions politiciennes... Condamné par sa faute à prospecter prioritairement dans le

milieu estimable mais minoritaire qui regroupe chaisières de Romorantin, demi-soldes de l'OAS, petits commerçants poujadistes en difficulté et derniers vestiges de la droite vichyssoise (...) De deux choses l'une : ou bien le FN (...) s'obstine dans ses choix rétrogrades en matière d'économie, de social, d'enseignement, de fonction publique, d'État etc et il perd à jamais les chances qu'il pouvait avoir de rassembler les Français (...) ou alors, il se débarrasse de ses tristes oripeaux reagano-louis-philippards, revient à des conceptions raisonnables (...) et alors il peut devenir cette grande force de salut national que le pays, pour l'heure, attend encore. »<sup>3</sup>

### Les 4 « i »

Lorsqu'elle s'est lancée dans des envolées « sociales », Marine Le Pen cédait à ces penchants fascistes là. Mais la base sociale que lui ont apportée les élections est en général hostile au « social ». Or sans cet « anticapitalisme » de façade, le FN ne peut pas renforcer et entraîner son corps militant pour le combat fasciste. Reste alors à broder sur les « 4 I » : Immigration – « Islamisation »- Insécurité – Impôts et à tenter de récolter les fruits de l'explosion du parti « Les républicains » en changeant de nom. Quoi qu'il en soit, sans ni surestimer, ni sous-estimer le danger que représente ce conglomérat anti-ouvrier et anti-immigré, le mouvement ouvrier et démocratique doit le combattre en développant la défense des réfugiés, des travailleurs immigrés et leur famille face à L'État, sa police et son gouvernement.

Luciano Menzi,  
29 juin 2017

1. Voir dans ce numéro l'article « Le racisme et l'Etat policier en marche » p. 15

2. <https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/240417/les-piliers-fondateurs-du-fn-sont-des-nazis>

3. Cité dans Le Monde du 25 avril 1986

## Venezuela

# La crise au Venezuela atteint un niveau sans précédent

**Contre la faim, la répression, la mort et la décadence sociale, le mécontentement se voit partout. Tous les jours, les mobilisations dans les rues sont énormes. Le phénomène n'a rien à voir avec la mobilisation bolivarienne qui a ouvert les portes à des mesures sociales importantes en faveur de la majorité populaire.**

Aujourd'hui, cette même population ressent dans sa vie quotidienne la catastrophe provoquée par Maduro, lequel alimente par sa politique les tentatives de l'opposition de droite pour reprendre le pouvoir. Certains intellectuels, porteparoles d'un néo-stalinisme, défendent le gouvernement vénézuélien et minimisent complètement sa responsabilité dans la crise. Même s'ils critiquent la coalition de droite (MUD) et les plans de l'impérialisme, ils couvrent l'action répressive du gouvernement.

### Erreurs d'analyse pour une politique erronée

Première invention : Maduro tenterait de poursuivre le processus bolivarien mais commettrait des erreurs à cause de l'imposante bureaucratie qui l'entoure. Tout cela est complètement farfelu.

Ceux qui soutiennent Maduro défendent donc le premier responsable de la décadence sociale qui frappe le peuple. Le PSUV et la MUD sont d'accord pour poursuivre le démontage des conquêtes sociales.

Pour eux, l'enjeu est de savoir qui passera le meilleur accord avec les entreprises impérialistes, qui va contrôler l'État, qui administrera et distribuera les rentes du pétrole par milliards. Il n'y a là aucune volonté de démocratie, ni d'un côté ni de l'autre. Les deux sont conscients que pour aboutir, ils ont besoin d'un système politique complètement autoritaire, pour rayer de la carte toutes les conquêtes ouvrières obtenues dans les meilleures années de la période Chavez.

Maduro est orienté vers la droite en appliquant une politique d'austérité conforme aux demandes de l'impérialisme.

Il est clair que le gouvernement à un plan global anti-populaire, qu'il s'appuie sur une bureaucratie qui a tout d'une nouvelle caste mafieuse, enrichie à la



tête de l'État bourgeois par les rentes du pétrole.

Les explications de Carlos Carcione de Marea socialista sont claires : « on peut voir deux périodes dans la politique de Maduro. Une première d'austérité, située entre la dévaluation de février 2013, un mois avant la mort de Chavez et le deuxième semestre 2014. Au cours de cette période, un premier lot de lois va tenter d'alléger le poids du paiement de la dette en rognant sur les conquêtes sociales, en réduisant les importations et en baissant les salaires pour stimuler un processus inflationniste. Cette politique d'austérité, de contre-réforme économique, de baisse des salaires, a enrichi la bureaucratie et a appauvri les familles travailleuses et les secteurs populaires en les empêchant d'accéder aux biens et aux produits de base.

La deuxième période a commencé fin 2014 avec une nouvelle loi qui lui a permis de gouverner par décret.

Pour contrer la baisse du prix du pétrole, Maduro a créé des zones économiques spéciales, où la législation vénézuélienne n'était pas applicable. Il a directement ouvert la brèche à une féroce implantation du capital transnational. »

De notre côté, notre position est simple : nous rejetons toute la politique et les actions de l'opposition de droite qui veut jeter le Venezuela dans les bras de l'impérialisme. Avec la même force nous accusons Maduro de lui faciliter la tâche en écrasant les secteurs populaires par la force ou par la faim.

Des intellectuels commencent à prendre position en accusant le caractère anti-démocratique et répressif du gouvernement, le rendant responsable de la crise. Des débats s'engagent dans les différents courants du Chavisme. Le mécontentement des intellectuels est à l'origine d'une déclaration internationale contre la violence, contre les morts, sans pour autant soutenir l'opposition de droite.

Cette déclaration, qui ouvre la voie à une critique organisée, insiste pour que la gauche demande plus de démocratie et non le contraire.

### Vers une direction politique indépendante

Ouvrir le chemin comme opposition de gauche au gouvernement, c'est le travail que nos camarades de Marea socialista impulsent, organisent, pour rassembler des intellectuels Vénézuéliens, des représentants syndicaux, des étudiants, des ouvriers, des anciens ministres de Chavez, pour engager le combat en faveur d'un mouvement anti-capitaliste sous les meilleurs drapeaux de la révolution bolivarienne.

Ceux qui soutiennent Maduro ne font pas partie de ce processus.

L'alternative vient d'en bas, de ceux qui luttent contre la MUD et le PSUV, organisés autour de perspectives anti-capitalistes et socialistes, pétris du courage de ceux qui ne sont pas attachés à des intérêts particuliers, ni à des opportunités politiques ou économiques, variables selon les occasions.

**Article de Sergio Garcia, directeur de la revue Nueva Izquierda, cofondateur de MAREA SOCIALISTA, traduit et adapté par Remi Duteil, 18 juin 2017**

Syrie

## Macron tend la main aux bourreaux

**Peu présent voire absent de la campagne présidentielle, le sujet de la politique étrangère au Moyen orient vient d'être éclairé lors de l'interview qu'Emmanuel Macron a donné à plusieurs journaux européens le 21 juin. À son tour, il entend voler au secours du boucher Assad au nom de la « stabilité » et des « intérêts français » qui sont comme toujours ceux des capitalistes et des banquiers.**



Vladimir Poutine et Emmanuel Macron

**V**oilà ce qu'on peut lire dans l'édition en ligne du Monde<sup>1</sup> : « Mes lignes sont claires. Un : la lutte absolue contre tous les groupes terroristes. Ce sont eux, nos ennemis. (...) Nous avons besoin de la coopération de tous pour les éradiquer, en particulier de la Russie. Deux : la stabilité de la Syrie, car je ne veux pas d'un État failli. »

### Volte-face ?

La ligne est effectivement claire : le boucher Assad peut continuer à massacrer et à déplacer la population syrienne (6,4 millions de déplacés internes depuis mars 2011 selon les chiffres des Nations unies) sans s'inquiéter et Poutine redévient fréquentable afin d'instaurer une union sacrée des grandes puissances impérialistes contre le seul ennemi désigné : le terrorisme.

*Al-Baath*, le journal du parti Baas de Bachar El-Assad, commentant les propos de Macron a ainsi titré ce 22 juin : « Les pays occidentaux commencent à faire volte-face et à changer leur position sur la crise syrienne »<sup>2</sup> ; Mais en réalité, le départ d'Assad n'était plus un préalable pour la coalition internationale depuis les négociations de Genève de 2015 : l'afflux de réfugiés en Europe, l'intervention russe et la position américaine (Il ne s'agissait plus de « résoudre le conflit » mais « d'en finir ») annoncent une modification de la stratégie des puissances occidentales. Après avoir voulu chasser Bachar el Assad lorsqu'il n'avait plus aucun contrôle de la situation née de la

révolution, l'émergence de forces encore moins maîtrisables que le régime syrien les obligèrent à opérer un tournant stratégique pour contenir le chaos qu'ils avaient eux-mêmes créé.

### Deux camps impérialistes convergents

La main tendue à Poutine participe de ce changement de braquet : il y a aujourd'hui plus de convergence d'intérêt que de divergence entre les deux camps impérialistes.

Macron est sans état d'âmes<sup>3</sup> : « Mais Bachar, ce n'est pas notre ennemi, c'est l'ennemi du peuple syrien (...) Que peut-on faire ? Réussir à travailler ensemble sur la Syrie pour lutter contre le terrorisme et déboucher sur une vraie sortie de crise. »

Voilà, c'est dit : la politique étrangère de la France au Moyen Orient doit être basée sur ses seuls intérêts. Son discours a le mérite d'être clair. Il rejoint d'ailleurs en cela la position défendue par Mélenchon, en parlant du conflit syrien : « Nous n'avons pas d'amis, nous n'avons que des intérêts »<sup>4</sup>. Et pour l'impérialisme français, ces intérêts sont l'accès aux énergies fossiles de la région, mais aussi aux marchés des télécommunications, du luxe, etc. et de la reconstruction à venir.

### Main basse sur la Syrie

La politique étrangère française au Moyen-Orient s'assume donc clairement pour ce qu'elle est : un impérialisme exploiteur et oppresseur des peuples. Le vrai virage diplomatique ne se situe pas dans un changement de cap, mais dans le cynisme désormais totalement assumé du chef de l'État.

Macron avance ses pions tricolores, profitant des errements de Trump et de la convergence d'intérêt avec Poutine. Mais le chaos engendré par les puissances impérialistes dans tout le Moyen-Orient depuis des décennies, a atteint un tel degré de dislocation que la stabilisation de la Syrie, même avec l'appui de pouvoirs toujours plus réactionnaires, sera difficile à atteindre.

La seule voie pour la Syrie et le Moyen Orient est le départ d'Assad et de sa clique, le retrait de toutes les troupes impérialistes, de toutes les bases militaires du Proche et Moyen-Orient !

Contre leur impérialisme, notre internationalisme !

**Julie Charmoillaux,  
29-06-2017**

1. [http://www.lemonde.fr/politique/article/2017/06/21/emmanuel-macron-livre-ses-grands-principes-de-politique-etrangere\\_5149037\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2017/06/21/emmanuel-macron-livre-ses-grands-principes-de-politique-etrangere_5149037_823448.html)

2. <http://www.courrierinternational.com/article/syrie-la-presse-officielle-de-damas-salue-la-volte-face-de-macron>

3. *Macron fait également peu de cas du cadre de référence du règlement du conflit votée par le Conseil de Sécurité de l'ONU en 2015 (résolution 2254) qui prévoit la rédaction d'une nouvelle Constitution syrienne et la tenue d'élections sous supervision des Nations unies, signifiant au passage l'inutilité de l'Organisation internationale...*

4. <https://www.marianne.net/politique/jean-luc-melenchon-ce-qu-il-vraiment-dit-sur-la-russie-poutine-et-la-syrie>

## Formation - théorie : Le marxisme face au stalinisme (IX)

# Guerre et paix

**Cet article est l'avant dernier de ce cycle d'exposés. Ils n'ont d'autres prétentions que de livrer un premier aperçu du « phénomène stalinien ». Inquisition, crimes de masse, tortures, calomnie, paranoïa poussée à son paroxysme, complots, assassinats, dogmes à géométrie variable, culte de la personnalité jalonnent l'histoire de ce « phénomène ». Son aboutissement, ce sera la restauration du capitalisme au compte de l'impérialisme mondial.**

Le 22 juin 1941, les troupes allemandes envahissent l'URSS et, face à l'impréparation de l'armée rouge et à l'incompétence d'une partie importante de son État-major, l'Allemagne Nazie se livre aux pires atrocités contre les populations et les juifs, dans une logique de colonisation et d'asservissement total. Certains historiens désireux de voir en Staline un grand stratège despotique assure qu'il a laissé pénétrer l'ennemi en profondeur de l'URSS, pour ensuite l'y piéger. C'est ce que l'on peut se permettre lorsque l'on écrit l'Histoire après coup, quitte à en occulter une grande part.

### Défense de l'URSS ou « grande guerre patriotique » ?

Il fallut chercher des hommes jusqu'au fond des goulags pour combattre, de vieux bolcheviks brisés par la bureaucratie, mais déterminés à défendre « les rapports d'Octobre », c'est-à-dire les conquêtes sociales de la révolution. Les ouvriers étaient eux-mêmes prêt à tout pour les défendre : ou ces conquêtes vivaient, ou tous seraient réduits à l'esclavage comme « untermenschen » (sous-hommes). Staline, jusqu'alors impopulaire, obtient un certain prestige en restant à son poste à Moscou, dangereusement approchée par les troupes d'Hitler, et en lançant des appels radio-phoniques émouvants et paternels à la résistance. Lorsque les troupes soviétiques se ressaisissent, Staline s'attache à nier le caractère de classe de l'affrontement et appelle à la grande guerre patriotique. À cette occasion, il invente, avant tout autre, la notion de culpabilité du peuple allemand qu'il s'agira de « punir ». Ainsi, lors de la progression de l'Armée Rouge, se produisent des viols de masse de femmes allemandes, à une échelle jamais vue. À la tête de cette armée soviétique, le véritable stratège est le Général Joukov, un des rares officiers issu de l'armée rouge des années 20. Sa popularité dépassera vite celle de Staline. Tant et si mal qu'au lendemain de la

guerre, il sera limogé. Bien d'autres pâtiront de leur zèle dans le combat anti-nazi. Léopold Trepper, chef de « l'orchestre rouge », bête noire de l'Abwehr (il sera emprisonné de longues années au lendemain de la guerre). En France, Charles Tillon, dirigeant national des FTP, Auguste Lecoq, lié à la grève héroïque des mineurs du nord en 1941, Georges Guingouin, le chef du plus important maquis en France (Limousin), seront chassés du PCF au cours des années 50, au gré de campagnes de calomnies abjectes.

### Au compte de l'impérialisme...

En 1945, ceint du prestige de l'armée rouge libératrice, le stalinisme connaît son apogée. Pour des millions et des millions d'hommes, ce sont les libérateurs des camps de la mort et l'URSS connaît un essor prodigieux de sa production. 1945, c'est aussi le partage du monde en zones d'influences : l'une, occidentale et l'autre, soviétique. Au nom de quoi, Staline se fera fort de tout mettre en œuvre pour empêcher la révolution en Europe occidentale et en Grèce, où les communistes combattent désormais les troupes britanniques et seront finalement écrasés car, privés de soutien international... Pendant que Staline se cure le nez. En France, Thorez, de retour d'exil, intervient en faveur du désarmement des milices patriotiques et pour la reconstruction de l'économie capitaliste, en martelant : « produire d'abord, revendiquer ensuite – La grève est l'arme des trusts ». Le PCF pèse



Maurice Thorez



Nikita Khrushchev

alors 29% des voix aux élections et revendique un million de membres. Même s'il n'est pas le parti des 75 000 fusillés qu'il prétend être, le PCF a payé un très lourd tribut : des milliers de fusillés, torturés, déportés, souvent des jeunes et de nombreuses femmes qui tous aspiraient à une « libération totale et définitive ».

### La crise du stalinisme commence

L'apogée du stalinisme amorce déjà le début de sa crise. En 1948, Tito, qui dirige la Yougoslavie fédérant plusieurs nationalités, refuse la tutelle de la bureaucratie du Kremlin. Une campagne se déchaîne alors contre les *titistes* – *fascistes*. Puis, c'est la reprise des terribles procès en sorcelleries qui frappent, en Europe de l'Est, des vétérans des brigades internationales de la guerre d'Espagne. En 1956, trois ans après la mort de Staline, survient le fameux Rapport Khrushchev sur les crimes de Staline. L'espoir de « déstalinisation » sera de courte durée : en octobre 1956, les chars soviétiques envahissent la Hongrie où la révolution des conseils ouvriers est en marche. Peu après l'éviction de Khrushchev, c'est l'invasion de la Tchécoslovaquie pour mettre fin au printemps de Prague. En 1959, a eu lieu la révolution cubaine, à laquelle s'opposait le PC sur place. Ce faisant, la bureaucratie du Kremlin forge elle-même les conditions de la restauration capitaliste en cours depuis 1991.

Suite et fin sur notre site, cet été

Daniel Petri,  
26 juin 2017

## Racisme et droits démocratiques

# Le racisme et l'État policier en marche

*Les propagandistes bourgeois, que sont les médias subventionnés (quasiment tous les médias) et leurs maîtres au pouvoir, se gargarisent à parler de « renouvellement », de « dégauchisme », de « turn-over », de « mouvement », de « changement » ou autres « bouleversements » dans la vie politique. Ce qu'ils feignent de ne pas voir en revanche, ce sont les constances. L'une des plus frappante est celle de la répression policière, du racisme d'État et, plus généralement, de la sape minutieuse mais forcenée des droits démocratiques. Parlons-en.*

L'Afrique a été et continue d'être le théâtre de l'exploitation la plus brutale. La misère est le lot commun de millions d'africains qui, quand ils ne meurent pas de faim, connaissent des conditions de vie et de travail effroyables. Ceux qui parviennent à s'évader de l'enfer pour rejoindre la « civilisation », ont le triste privilège de se heurter à la xénophobie et à toutes sortes de discriminations racistes.

### L'invention du « racisme anti-blanc »

Pour les femmes noires, c'est souvent la double peine... Alors quand elles osent se regrouper en associations « afro-féministes », certains se méfient. Quand l'une de ces associations a le malheur d'organiser un festival avec des ateliers qui, pour certains, sont réservés aux femmes noires, la chaîne LCI traduit l'événement par « festival interdit aux blancs » ! Il n'en faut pas plus au FN et ses satellites de la facho-sphère hexagonale pour s'indigner face au « racisme anti-blancs ». Même SOS Racisme et la LICRA hurlent au loup... Anne Hidalgo, maire de Paris, en bonne pourfendeuse de l'oppression et de la discrimination que subit la minorité blanche de la capitale, « tweet » rageusement : « Je demande l'interdiction de ce festival. Je vais saisir le Préfet de Police en ce sens. » ; « Je me réserve également la possibilité de poursuivre les initiateurs de ce festival pour discrimination. » Domage que Madame Hidalgo ne fasse pas preuve d'autant de réactivité pour combattre le mal logement dans sa ville.

### Le président qui parlait avec des cadavres dans la bouche

Le 2 juin dernier, notre cher président fraîchement élu se fend d'une bonne blague. En visite dans le Morbihan, alors qu'un interlocuteur lui parle de deux types de bateaux de pêche en Guyane – la « tapouille » et le « kwassa-



kwassa » –, il rétorque hilare : « Ah non c'est à Mayotte les kwassa-kwassa... Mais le kwassa-kwassa pêche peu, il amène du comorien ! » Effectivement, des comoriens utilisent ces embarcations pour gagner Mayotte et une vie meilleure. La plaisanterie est d'un goût exquis puisque depuis plus de 20 ans, ce sont des milliers de comoriens qui périssent dans des naufrages de kwassa-kwassa. Mais le candidat FN de Mayotte aux dernières législatives a dû se bidonner. Lui qui déclarait il y a un an en parlant des comoriens : « [...] Vu la vitesse avec laquelle ces individus se reproduisent... Si je pouvais les asperger d'un produit pour les exterminer, je ne m'en serais pas privé ! »<sup>1</sup>

### Vive... la liberté !

Racisme toujours... La députée noire Danièle Obono (FI) a eu le malheur en 2012 de signer une pétition de soutien au groupe ZEP. Cette pétition, initiée par les *Inrocks*, appelait au soutien du chanteur du groupe, attaqué en justice par une organisation d'extrême droite pour avoir osé écrire « nique la France » dans une chanson. Loin d'être la seule à avoir signé – parmi les signataires : Noël Mamère, Clémentine Autain, Eva Joly, Olivier Besancenot... – elle n'a pourtant pas échappé aux foudres des chiens de garde de la station RMC le 21 juin dernier<sup>2</sup>. En effet, les animateurs de l'émission « les grandes gueules » l'ont quasiment sommée de dire « vive la

France » puisqu'elle venait d'être élue dans notre beau pays démocratique. Ça ressemble fortement à une mise au pas...

### Roi d'une république bananière

Pour ce qui est des droits démocratiques, pas de problème ! Notre cour des miracles a ce qu'il faut en rayon. Vous ne voulez plus de l'état d'urgence ? Facile, on va le supprimer et le remplacer par un état d'urgence *canada dry*. Il suffira de modifier le droit commun en y instillant l'ensemble ou presque des mesures de l'état d'urgence. Amnesty international n'a pas fini de nous prendre pour une république bananière.

Notre ministre de l'intérieur Gérard Collomb est un homme très sensible. Tout le monde a été très touché de le voir au bord des larmes lors de la passation de pouvoir entre Hollande et Macron... Le 23 juin à Calais, le papy larmoyant avait laissé la place à une sorte de cerbère froid et cynique, ne tarissant pas d'éloges pour le travail des forces de l'ordre qui, entre autres mesquineries, s'appliquent à harceler les migrants ainsi que les associations qui leur viennent en aide. Un magnifique numéro de ministre borné, utilisant tous les poncifs du genre. Du fameux « appel d'air » aux compléments à ses chères forces de police si dévouées et pleine d'humanité... Quel renouveau !

Vincent Lachefer,  
29 juin 2017

1. <http://www.comores-infos.net/mayotte-anli-madi-boinali-un-elu-francais-appelle-a-exterminer-les-comoriens-par-un-gaz/>

2. [http://www.liberation.fr/france/2017/06/22/de-quel-droit-somme-t-on-daniele-obono-de-crier-vive-la-france\\_1578755](http://www.liberation.fr/france/2017/06/22/de-quel-droit-somme-t-on-daniele-obono-de-crier-vive-la-france_1578755)

# La Commune

N° 118 (nouvelle série)

N° 175 (ancienne série)

**Fondateur :** Pedro Carrasquedo †  
(directeur de publication 1992 - 2015)

**Rédacteur en chef :** Daniel Petri

**Comité de rédaction :** Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Paul Dumas, Rémi Duteil, Isabelle Foucher, Jérôme Lefaure, Julie Charmoillaux, Jenofa Serbielle, Pierre-Yves Chiron, Domingo Blaya, Ada Degert, Jean-Baptiste Carrier, Mohand Kebaïli.

**Directeur de publication :**

Jean-Baptiste Carrier

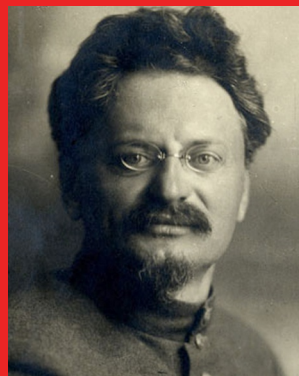
**Commission paritaire en cours**

**Imprimerie spéciale**

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. »

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV<sup>e</sup> Internationale.



Léon Trotsky



## La lutte contre le chômage vue par Léon Trotsky :

« Sous peine de se vouer lui-même à la dégénérescence, le prolétariat ne peut tolérer la transformation d'une partie croissante des ouvriers en chômeurs chroniques, en miséreux vivant des miettes d'une société en décomposition. Le droit au travail est le seul droit sérieux que l'ouvrier ait dans une société fondée sur l'exploitation. Cependant, ce droit lui est enlevé à chaque instant. Contre le chômage, tant "structurel" que "conjoncturel", il est temps de lancer, en même temps que le mot d'ordre des travaux publics, celui de l'échelle mobile des heures de travail. Les syndicats et les autres organisations de masse doivent lier ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas par les engagements mutuels de la solidarité. Le travail disponible doit être réparti entre tous les ouvriers existants, et cette répartition déterminer la longueur de la semaine de travail. Le salaire moyen de chaque ouvrier reste le même qu'avec l'ancienne semaine de travail ! Le salaire, avec un minimum strictement assuré, suit le mouvement des prix. Aucun autre programme ne peut être accepté pour l'actuelle période de catastrophes. »

Programme de transition, 1938